

Cahiers de civilisation espagnole contemporaine

De 1808 au temps présent

2 | 2015 :

De la structure à la « fine pointe »

Histoire sociale

Paysans et mineurs. Quelques repères sur la mine comme agent de mutations sociales dans le monde rural andalou (xix^e-xx^e siècles)

Campeños y mineros. Algunas pautas sobre la mina como agente de mutaciones sociales en el mundo del campo andaluz (siglos XIX y XX)

ARÓN COHEN

Resúmenes

Français English Español

Le bond des activités minières dans l'Andalousie contemporaine a frayé une des rares voies à la portée de nombreux paysans pauvres pour améliorer, même modestement, leurs conditions matérielles d'existence. La mine a pu disposer de la force de travail de masses rurales largement prolétarisées ; du coup, elle en a favorisé le processus de prolétarianisation. Les *transitions* ne furent pas linéaires : les statuts « ambigus », du point de vue de l'emploi, des mineurs-paysans (journaliers « mixtes » et ouvriers-très petits propriétaires) ont été relativement fréquents et parfois durables. Surtout tant que les dimensions de l'emploi dans les mines attiraient une immigration, en même temps qu'ils retenaient l'émigration paysanne des alentours. L'Andalousie a connu, selon les moments et les lieux, des réalités variables à ce sujet, en fonction des types d'activité minière, des contextes agrosociaux et des différences d'articulation entre ces deux piliers des formations économiques et sociales. L'analyse s'appuie sur trois exemples de portée inégale dans l'Andalousie minière.

Expansion of mining industry in contemporaneous Andalusia opened one of the scarce ways for many poor peasants to improve, even modestly, their material conditions of existence. Mines could get labour force from largely proletarianized rural masses as well as they contribute to proletarianization. *Transitions* were not linear: "ambiguous" working status of peasants-miners ("mixed" workers and small land owners-workers) were relatively frequent and sometimes lasting. Specially as long as mining employment was able to pull migrants and retain peasant emigration around mining areas. According to dates and places, Andalusia has known various situations in this regard, depending on mining characteristics, agro-social environments and different articulation between those two pillars of economic and social formations. This analysis is based on three unequally significant examples within mining Andalusia.

El impulso de la minería en la Andalucía contemporánea abrió a numerosos campesinos pobres una de las escasas vías para mejorar, aunque fuera modestamente, sus condiciones materiales de existencia. La mina pudo disponer de la fuerza de trabajo de unas masas rurales ampliamente proletarizadas y, a su vez, favoreció el proceso de proletarización. Las *transiciones* no fueron lineales: los estatutos laborales «ambiguos» de mineros-campesinos (jornaleros «mixtos» y obreros-minifundistas) fueron relativamente frecuentes y a veces duraderos. Especialmente mientras las dimensiones de un empleo minero que atraía inmigrantes contuvieron la emigración campesina en su entorno. Andalucía ha conocido, según los momentos y los lugares, realidades variables a este respecto, en función de los tipos de minería, los contextos agro-sociales y la diferente articulación entre estos dos pilares de las formaciones económico-sociales. Este análisis se apoya en tres ejemplos de desigual alcance dentro de la Andalucía minera.

Entradas del índice

Palabras claves : Andalousie, travailleurs, mines, paysanneries, interaction, dynamiques

Palabras claves : Andalucía, trabajadores, minería, campesinos, interacción, dinámicas

Palabras claves : Andalusia, 19th-20th centuries, workers, mining, peasantries, interaction, dynamics

Texto completo

1 Ces pages traitent d'un milieu social, celui de la mine et des mineurs dans l'Andalousie des xixe et xx^e siècles, qui, tout en relevant de localisations très précises à l'intérieur de la région et qui diffèrent en général de celles des mondes paysans abordés par les grandes études de Jacques Maurice, ne manque pas pour autant de zones de recoupement avec eux. Parfois les ponts entre ces deux milieux se sont révélés singulièrement vigoureux, tissant entre eux des liens serrés et d'une résistance remarquable au fil du temps. Ce sujet et les problématiques qu'il suscite à l'analyse historique furent au centre de mes premiers échanges avec J. Maurice, en 1988. Nous y sommes revenus à plusieurs reprises pendant les 25 ans durant lesquels il m'a régulièrement honoré de son accueil chaleureux et de son amitié. Cela fut notamment le cas à l'occasion de la préparation de mon dossier d'Habilitation à diriger des recherches¹ que J. Maurice a généreusement appuyé par son « parrainage » toujours proche, ses remarques méticuleuses et ses conseils.

2 En évoquant les rares voies qui s'ouvraient aux paysans pauvres andalous pour tenter d'échapper *individuellement* à une existence misérable, J. Maurice avait regretté l'absence d'une « encuesta sistemática que permita apreciar la magnitud o la dirección de las transferencias de población rural hacia sectores como la extracción minera o la construcción, ni posibles regresos al campo, *a fortiori* »². En effet, à partir des années 1820 et pendant plus d'un siècle d'élan, la mine a représenté « l'un des rares agents de mutations sociales »³ au Nord comme au Sud de l'Espagne. L'Andalousie en a accueilli quelques-unes des expériences les plus notoires. Leur contexte spatial, considéré au sens large, était lourdement marqué par des structures matérielles génératrices d'une polarisation sociale aiguë autour

de la terre, dont une grande masse paysanne était exclue ou n'en pouvait disposer que trop maigrement pour subvenir à ses besoins.

L'Andalousie des mines et ses formations économique-sociales

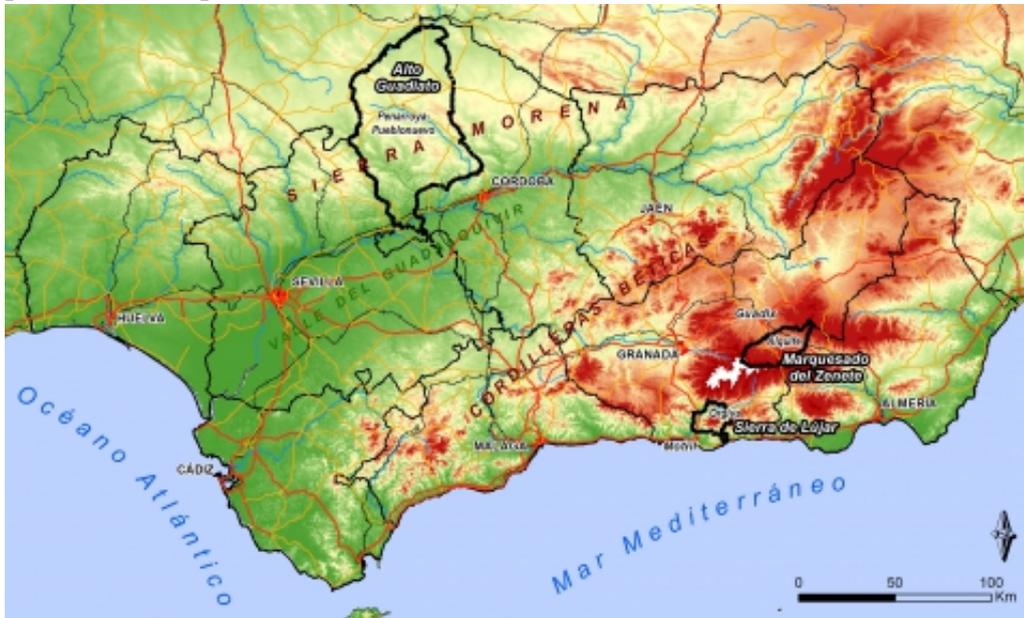
- 3 Suite aux contributions pionnières de J. Nadal, l'historiographie minière a apporté, à partir des années 1980, de nombreux éclairages dans ce domaine de l'histoire économique et sociale de l'Andalousie contemporaine⁴. Certes, l'effectif de 140 000 ouvriers employés par le secteur des mines et de la transformation de base en Espagne à la veille de la Grande Guerre, est loin d'être négligeable mais ne peut pas faire oublier les près de 5 millions d'actifs agricoles de l'époque : il mesure en quelque sorte les limites de l'*innovation* économique (et d'une réflexion historique sur sa portée *sociale*). En Andalousie, on peut opposer à un chiffre de journaliers agricoles s'élevant depuis un siècle et demi à plusieurs centaines de milliers – plus de 450 000 en 1860, 700 000 en 1920, 110 000 bénéficiaires potentiels de la Réforme agraire de la Seconde république dans les seules provinces de Séville et Jaén⁵ – les 56 000 ouvriers recensés par l'*Estadística Minera* en 1914, dont plus du tiers est concentré à Huelva et les trois quarts dans trois provinces si on ajoute celles de Cordoue et Jaén. On y décèle, en passant, le poids des exploitations de Sierra Morena (Rio Tinto, Peñarroya, Linares) sous l'emprise des grandes sociétés britanniques et françaises. Bien avant, à partir de la troisième décennie du siècle précédent, c'étaient les micro-exploitations à dominante *autochtone* des montagnes Bétiques qui, avec les fonderies locales, avaient occupé des milliers de bras. On tirera d'emblée plusieurs conséquences de ce rappel sommaire.
- 4 1^o) L'approche des transferts de bras entre l'agriculture et les mines, ou plus globalement des rapports entre l'essor minier et son environnement agro-social doit affiner l'échelle géographique pour les cerner *dans chaque zone d'influence minière* à l'intérieur de la région.
- 5 2^o) Le secteur minier andalou des xixe-xxe siècles recouvre un éventail de réalités matérielles différentes, en fonction des structures des entreprises, des capitaux et des techniques mis à contribution, des minerais exploités et des retombées économiques éventuelles sur place en aval de l'extraction minière. Notamment si celle-ci a servi un certain développement industriel dans la région (comme ce fut longtemps le cas pour le plomb des Bétiques et de Sierra Morena) ou bien s'il s'agit strictement d'extraction et d'exportation de matière première brute (comme pour les minerais de fer d'Almeria et de Grenade). Enfin, les chronologies ne sont pas partout les mêmes et les dynamiques économique-sociales du secteur dans chaque district sont inégalement complexes. Autrement dit, la remarque de J. Maurice à propos des structures agro-sociales et des mouvements paysans en Andalousie s'applique aussi à l'exploitation de son sous-sol : il faut se garder des extrapolations hâtives à partir de telle ou telle étude de cas « limitée dans l'espace et dans le temps »⁶.
- 6 3^o) En dépit des limites globales que nous avons rappelées, les formations sociales modelées par les mines entraînent partout la mobilité des populations. Inégale selon les lieux et les dates, elle fut intense à l'échelle des *comarcas* minières, et complexe : par la diversité des types de mobilité provoqués par la mine et par les directions variables que prennent les flux en fonction des aléas de l'exploitation. Partout le développement des navettes quotidiennes des ouvriers recrutés dans les villages des alentours se conjugue avec une immigration majoritairement de courte et de moyenne distance mais dont les composantes

plus lointaines sont souvent considérables. Les traces ne manquent non plus des déplacements saisonniers ou *circulaires* (avec des allers-retours plus ou moins régulièrement répétés) : y contribuent les statuts *ambigus* de nombreux travailleurs – du point de vue du secteur d'activité dans lequel ils s'emploient et, plus largement, *des façons de gagner leur vie*. Malgré la confusion difficilement évitable entre mobilités *nouvelles* et celles qui relèvent plutôt d'une substitution (totale ou partielle) de migrations agricoles *traditionnelles*, il est certain que la mobilisation de force de travail déclenchée par les mines a été un facteur de mutation des pratiques sociales de l'espace d'une fraction des populations rurales. Ne serait-ce que par l'ampleur de cette mobilisation et surtout par les *concentrations locales* de populations *ouvrières* qui en résultent. Plus ou moins profondément selon les cas, les modes de vie sont eux-aussi bouleversés... même lorsque l'on ne fait que continuer à gagner son pain par un *jornal*. Car l'ambiguïté du mot *jornalero* s'estompe dès qu'il désigne la dépendance du travailleur à un salaire qu'il doit se procurer au jour le jour (que ce soit dans les champs, dans les mines ou ailleurs).

7 Ceci dit, la formation d'une main d'œuvre minière n'est pas partout identique. Ses rythmes n'ont pas été les mêmes dans chaque district, pas plus que les contextes environnants, la densité et la structure du peuplement local au départ, les types d'entreprises, les conditions et les besoins en savoir-faire au travail de chaque exploitation, l'organisation du travail ou la taille et la composition des effectifs ouvriers, y compris en ce qui concerne les types de rapport à la terre et à l'économie agraire qui marquent souvent les milieux *originaires* des travailleurs et que la mine n'a pas toujours ou entièrement brisé par la suite. Sans doute, les *prolétaires purs* dominaient dans les concentrations – aussi denses que soudains – liées aux plus grandes exploitations minières : de 1906 à 1920, *Rio Tinto Company* a employé environ 10.000 à 15.000 ouvriers dans son célèbre centre de l'Andévalo (province d'Huelva)⁷ ; la *Société Minière et Métallurgique de Peñarroya* en est arrivée à un sommet d'environ 7 000 dans ses mines et ses industries du bassin houiller du haut Guadiato, en pleine hausse conjoncturelle de la demande de charbon entraînée par la Première guerre mondiale, sans compter les plus de 2.000 ouvriers qu'elle employait en même temps dans ses mines métalliques de la commune de Villanueva del Duque, aussi dans la province de Cordoue⁸. Le recours éventuel à la pluriactivité agro-minière n'y est pas absent : on y repère des journaliers *mixtes*, mineurs qui restent tentés par l'emploi saisonnier dans les champs. Ailleurs, le phénomène des paysans-mineurs s'avère un trait qu'on oserait qualifier de *structurel*, par sa fréquence et sa très longue durée, dans les aires minières du Sud-est andalou, dans les provinces de Grenade et d'Almeria (tout comme dans celle voisine de Murcie, à la Sierra de Carthagène). Les systèmes agro-sociaux y portent l'empreinte du *minifundio* très fréquent de la propriété de la terre et de son faire valoir agricole : la mine y renforce une prolétarianisation « inachevée » de la population rurale⁹ qui n'a rien d'un phénomène marginal dans l'Andalousie agraire contemporaine. Que l'on pense aux paysans « semi prolétaires », ces « obreros-proprietarios y colonos » à propos desquels J. Maurice a mis en garde contre les extrapolations de Díaz del Moral qui avait vu en eux la force la plus déterminante du mouvement social dans les campagnes andalouses. Par ailleurs, à l'intérieur même des provinces du sud-est andalou, les effets à long terme de ce genre d'interaction sociale entre la mine et la terre diffèrent selon qu'il s'agisse des *sierras* et de leurs gisements de plomb « riches mais capricieux » – selon les constats d'ingénieurs et de géologues répétés un siècle et demi durant –, ou d'extraction massive de fer autour d'Alquife (Grenade), au prix d'une adoption progressive et finalement aussi imposante que complète de l'exploitation à ciel ouvert.

8 Au lieu d'une typologie trop schématique et dont l'appui documentaire serait

forcément inégal selon les lieux, je me contenterai de *trois exemples* de milieux miniers en Andalousie, considérés sous l'angle des rapports mines-campagnes différenciés qu'ils ont connu et qui les ont façonnés plus ou moins amplement selon les cas : trois cas de figure saisis à travers les recherches que nous poursuivons depuis le milieu des années 1970 (voir carte).



- 9 Dans l'ensemble, la chronologie de nos études remonte aux décennies centrales du xixe siècle et atteint parfois les étapes les plus récentes d'activité extractive avant les fermetures des mines, dans les années 1980 et 1990. Les exploitations minières du xx^e siècle dans le Zenete grenadin (Alquife) et le haut Guadiato cordouan (Peñarroya) relèvent de l'action de grandes ou très grandes entreprises ; celles de la Sierra de Lujar (entre la Sierra Nevada et la côte de Grenade) ont évolué depuis la dispersion de la propriété et des unités de production et la précarité des moyens qui ont caractérisé l'élan précapitaliste du plomb de la Pénibétique pendant une bonne partie du xixe. Elles sont passées par une première concentration économiquement réussie, dans les premières décennies du xx^e, sous l'initiative d'une société rattachée à l'une des grandes familles du commerce de Malaga. Enfin, au milieu des années 1930 et pendant plus d'un demi-siècle, c'est la grande *multinationale au nom andalou*¹⁰ qui en a pris la relève. C'est cette dernière étape qui sera évoquée ici. *Peñarroya* fut, en fin de compte et à peu d'exceptions (importantes) près, omniprésente dans l'exploitation des richesses minérales de la région.

Au berceau cordouan de la *Société de Peñarroya* : la main d'œuvre du complexe houiller et industriel du haut Guadiato

- 10 À plusieurs dizaines de kilomètres au nord-ouest de la ville de Cordoue, l'attraction de population, amorcée dès les années 1880, autour de Peñarroya – un hameau au départ –, a touché tout particulièrement les bataillons de journaliers des campagnes environnantes de cette province andalouse et de sa voisine d'Estrémadure, Badajoz. Parmi les premiers, la présence des originaires de la *Campiña* a toujours été discrète à côté de celle des hommes des terres montueuses du nord de la province, vrai noyau dur, avec les *comarques*

limitrophes de Badajoz, du bassin de recrutement de la société française. Autour de celui-ci, les lieux d'origine des cohortes ouvrières de la première moitié du xxe siècle dessinent une aire de rayonnement qui comprend, bien qu'en proportions qui décroissent à mesure que les distances sont plus grandes, Sierra Morena (avec ses périphéries de Huelva et Séville à Jaén), la plaine d'Estrémadure, la vallée du Guadalquivir et le Campo de Calatrava (province de Ciudad Real). Parmi les présences minoritaires mais qui ne sont pas exceptionnelles, on relève celles des portugais de l'Algarve et de l'Alentejo ainsi que des galiciens¹¹. Les registres du personnel de l'entreprise confirment qu'il y a eu une immigration *minière* plus ou moins expérimentée. Mais les mentions explicites de primo-demandeurs d'emploi qui venaient des campagnes (« campo ») se succèdent bien après le début d'affaiblissement du pouvoir d'attraction et de rétention de population du pôle d'emploi, à partir des années 1920. Elles sont compatibles avec un effort de surveillance renforcé du service médical de la société à l'approche du temps de récolte, pour détecter une éventuelle prolifération suspecte des lésions : les archives de ce département en rendent compte encore en 1925, et sans doute la pluriactivité saisonnière évoquée a persisté bien après. Ce type de situation était loin d'être méconnue dans les autres grands districts miniers d'Andalousie : bien plus récemment, à La Carolina, la récolte des olives marquait toujours « une courte pause dans l'activité minière »¹².

11 Accéder à la mine ou à la fabrique représentait une opportunité de « promotion économique incontestable »¹³ pour les paysans pauvres, mais à réussite variable : la permanence moyenne chez *Peñarroya* parmi les cohortes des plus jeunes ouvriers recrutés dans la première décennie du xxe siècle approche les 14 ans. Mais alors qu'un candidat sur cinq y est resté tout au plus quelques mois, nous en trouvons à peu près dans la même proportion qui ont fait des carrières de 30 ans ou plus. La durée moyenne s'élève ainsi à 17 ans lorsqu'on exclue du calcul celles de moins d'un an. Cela veut dire que ces ouvriers ont eu accès à un emploi à un âge proche de 15 ans en moyenne et qu'ils en sortiraient à environ 29 ans (ou 32 si nous ne tenons pas compte des parcours les plus brefs). Dans les mines, parmi ces ouvriers, à peine un sur trois a atteint la catégorie de mineur qualifié : *picador* ou *entibador* (piqueur, abatteur, boiseur ou abatteur-boiseur), autrement dit celle de mineur *au sens plein* ou mineur *formé* (au travail souterrain). Ils ont mis pas moins de 7 à 10 ans pour y parvenir, la plupart entre 11 et 14 ans. Les marges d'une promotion s'avèrent encore plus étroites pour les métiers de surface et industriels¹⁴. Qui plus est, permanence et qualification se réduisent chez les cohortes suivantes¹⁵.

12 Sur les 4 500 dossiers débutant par une embauche entre 1916 et 1918, d'après la reconstruction que nous avons réalisée, les constats de présence à *Peñarroya* après 1920 concernent à peine plus d'un quart. C'était un temps de forte poussée de l'emploi dans les mines mais aussi de vie chère dans le bassin minier et ailleurs, spécialement en milieu rural. Sur les relevés de révision médicale à l'admission qui composent notre source de base, on remarque une fréquence toujours discrète, mais nettement accrue ces années-là des rapports qui font état de la défaillance physique de certains demandeurs d'emploi : certes, il ne s'agissait pas seulement de paysans tentant leur première chance dans les mines et les usines de *Peñarroya*, parfois même très âgés. Plus souvent que les autres, ces paysans sans forces ni ancienneté dans travaux de la société furent jugés « inemployables » par les médecins¹⁶. On y lit l'existence sur un vaste périmètre autour du pôle minier et industriel d'une « surpopulation relative » qui se manifeste ici sous les diverses formes décelées par l'analyse de Marx¹⁷ – « latente », « flottante », « stagnante ». On y décèle aussi, en revenant à Díaz del Moral à propos des années 1918-1920 (le « *trienio bolchevista* ») et pour l'exprimer par la formule gramscienne chère à J. Maurice¹⁸, les « réalités rebelles » d'un type de structure économique et sociale. En

témoigne, côté minier et industriel, la forte poussée de l'organisation et des luttes ouvrières des années 1915-1920 à Peñarroya.

Grande exploitation du minerai de fer et petite paysannerie dans l'Est grenadin

- 13 À Alquife¹⁹, à quelques 80 kilomètres à l'est de la ville de Grenade et à une centaine de kilomètres du port d'Almeria, d'après le récit d'un ingénieur français qui date de la fin des années 1950,

La main d'œuvre est fournie par les villages avoisinant la mine, distants de 2 à 13 km [...]. Ce sont des agglomérations agricoles offrant peu de ressources dont la prospérité relative est liée à l'abondance ou à l'insuffisance de l'irrigation fournie par la fonte des neiges de la Sierra [Nevada], dont l'eau est répartie dans la plaine par un système de canaux et en vertu d'un régime de distribution, qui sont un élément essentiel de l'organisation sociale locale.

Cette main d'œuvre, mis à part quelques spécialistes importés d'autres régions d'Espagne, est donc essentiellement paysanne, chaque ouvrier participant directement ou indirectement à la propriété et à l'exploitation d'un lopin de terre [...]; la formation professionnelle, initialement nulle, doit être donnée aux intéressés par la mine elle-même [...]; la stabilité dans l'emploi et les facilités de recrutement dépendent dans une certaine mesure de l'abondance ou de la pauvreté des récoltes, enfin, le travail à contrat est peu apprécié, la majorité des ouvriers préférant le travail à la tâche, qui leur permet d'achever celle qui leur est fixé en cinq ou six heures et de disposer ensuite de plus de temps pour leurs travaux agricoles²⁰.

- 14 Environ 1 500 ouvriers y étaient employés à cette époque par les deux entreprises qui se partageaient l'exploitation du gisement : une filiale de *Altos Hornos de Vizcaya* et un groupe à forte présence de capitaux franco-belges (*Mokta*) dont nous savons que la clef en 1975 (mais peut-être avant) serait la *Société Minière et Métallurgique de Peñarroya*. Cet effectif – très proche du maximum atteint par ces exploitations dans les années 1910, quand elles étaient l'affaire de deux grosses sociétés britanniques – semble modeste par rapport à ceux de Rio Tinto et du Guadiato, mais c'est dans son contexte qu'on peut mieux saisir sa signification. Le *minifundio* y est un des traits saillants des structures agro-sociales, bien que cela n'implique ni l'inexistence à la même époque de la moyenne ou de la grande propriété (à commencer par celle d'un membre de la plus haute aristocratie ibérique avant la vente de son patrimoine foncier dans la *comarca* autour de 1911-1912) ni l'accès complètement généralisé des paysans locaux à la propriété de la terre : presque la moitié des chefs de famille chefs recensés à Alquife au début du xxe siècle en étaient dépourvus. La division de la propriété foncière y était extrême mais elle l'était à peine moins aussi dans les communes environnantes : partout 80 %, 90 % ou plus des propriétaires avaient moins de 10 hectares ; à Alquife, près de la moitié n'en avaient même pas un et se partageaient à peine un vingtième de la surface disponible. Cette division s'est même renforcée après 1900, dans le contexte d'accroissement démographique qui accompagne le démarrage de l'exploitation minière à grande échelle. Très tôt l'occupation y atteint le seuil d'un millier d'ouvriers. Toutes les communes de la contrée ne sont pas également concernées. Il s'en faut de loin. Les départs de la *comarque* que nous avons relevés pour les décennies précédentes sont désormais freinés, et compensés par l'arrivée de migrants externes, la plupart venus des

alentours de la ville de Guadix, mais aussi de la province d'Almeria. La modestie de l'effectif de la population attribué par le recensement de 1910 à Alquife (1.500 habitants), qui a enregistré les gains les plus importants, doit être nuancée par le constat du doublement qu'il représente *grosso modo* par rapport à ceux de 1897 et 1900. 400 ouvriers sur les 1.000 occupés en 1905 dans la principale exploitation de l'époque, celle de *The Alquife Mines & Railway*, habitaient Alquife : un chiffre de même ordre que celui des hommes de 20 ans et plus recensés en 1910 comme résidents de la commune (ou celui des hommes de 10 ans et plus en 1900). Moins générale, l'emprise de la mine sur la population de certaines localités des alentours était tout de même considérable.

15 L'agriculture et la paysannerie *parcelaires* de la région du Marquesado del Zenete ont donc joué le rôle d'un vivier de main d'œuvre minière pour les grandes compagnies qui se sont relayées dans l'extraction de ses minerais un siècle durant (jusqu'aux années 1990). Du moins tant que celles-ci ont affiché leurs plus forts besoins de bras. Sans être nouveaux, les phénomènes de division du travail (temporelle, sectorielle, sexuelle et familiale au sein des ménages) y ont pris forcément une nouvelle dimension²¹. Surtout quand le travail minier demandait 10 à 10 heures et demie de présence quotidienne dans les lieux, comme c'était le cas en 1910²².

16 Or, si dans les mines asturiennes les liens à la terre d'une assez large composante de la main d'œuvre et la configuration du peuplement des bassins ont pu jouer à un certain moment en faveur d'un relèvement des salaires²³, c'en est allé tout autrement dans les aires minières de Grenade et d'Almeria. Confrontés au fardeau des lourds frais du transport ferroviaire du minerai jusqu'à Almeria, les sociétés qui ont rempli les premières décennies de la grande extraction à Alquife ont pu verser des salaires qui sont parmi les plus bas de l'éventail que nous connaissons dans la géographie minière ibérique du premier quart du xxe siècle, et sans doute au-delà. Ce n'est qu'après une grève en 1916 que le montant moyen par jour pour les ouvriers de *Alquife Mines* a atteint 2,25 pésètes. C'est-à-dire, encore autour de 60-65 % de celui des manœuvres dans les mines de fer de Biscaye²⁴, mais aussi, en Andalousie même, des moyennes des charbonnages de *Peñarroya* dans la vallée du Guadiato et des pyrites de la *Rio Tinto Co.* Plus réduites, les différences vont dans le même sens pour une même compagnie, *William Baird*, entre son exploitation d'Alquife et celle qu'elle menait à Camargo (Santander), près de la façade cantabrique.

17 En relisant J. Díaz del Moral²⁵ et J. Maurice²⁶, on constate que les montants d'Alquife correspondent à peu près aux salaires agricoles *d'hiver* de la même période dans certaines localités de la Campiña de Cordoue ou dans les terres céréalières de Xérès. Ils diffèrent à peine même de ceux des moissonneurs des environs d'Alquife en 1900²⁷, l'avantage des rémunérations minières tenant bien sûr à leur continuité (à moyen terme), donc au montant annuel des revenus apportés par la mine, face aux longues mortes saisons agricoles. En attirant malgré tout une immigration extérieure réduite, les salaires miniers devaient essentiellement retenir à proximité de la mine une force de travail locale difficilement fixée au pays par la petite exploitation agricole. En bref : sous-emploi des paysans qui se raccrochaient à l'issue apportée par la mine... et faiblesse des salaires miniers qui renforçait (d'autant plus que la vie devenait plus chère) les liens à la terre de cette paysannerie. Ce jeu entre libération et fixation vis-à-vis de la terre résume l'articulation entre les deux composantes de la formation sociale et, en partie, les conditions de leur reproduction.

18 Non sans limites ni sursauts. L'échec d'une grève pour obtenir une hausse des salaires en été 1911 suscite le déménagement temporaire d'ouvriers d'*Alquife Mines* vers La Mancha, pour la moisson. Que les travaux d'extraction s'arrêtent trois ans dès 1921 et on verra l'émigration reprendre plus intensément que jadis et

les autorités locales se plaindre au Directoire militaire, car « estos pueblos se están quedando desiertos de jornaleros pues antes de morir de hambre emigran a países extranjeros y abandonan su bandera Española con gran sentimiento... »²⁸. Parmi ces *jornaleros*, de très petits propriétaires locaux. La terre insuffisante n'était pas une nouveauté pour eux, mais les freins à l'émigration semblent désormais plus faibles : entre autres facteurs, suite à la nouvelle expérience de travail qu'ils ont partagé avec des *forains* qui repartaient dès que l'emploi manquait. Peu après 1950, l'emploi dans les mines a retrouvé ses meilleurs chiffres, mais le bond sans précédent de la production à partir de la décennie suivante, qui a fait d'Alquife la mine de fer la plus importante en Espagne jusqu'à son arrêt en 1996, s'est fondé sur une exploitation à ciel ouvert, mécanisée et avec une forte économie de force humaine. L'émigration qui était alors intense dans les provinces orientales de l'Andalousie, n'a pas épargné la *comarca*. C'est dans ce contexte que les compagnies minières ont consenti leurs efforts les plus significatifs pour améliorer les conditions de vie de leurs ouvriers (salaires, logements, services, loisirs). Beaucoup plus restrictif que par le passé, le statut de travailleur des mines a pu devenir synonyme d'une certaine aisance économique dans son milieu local²⁹.

Aux Alpujarras de Grenade : un témoin (discret mais durable) de l'activité minière en milieu montagnard bétique (dans tous ses états)

¹⁹ À la Sierra de Lujar, à quelques kilomètres au sud du bourg d'Orgiva (province de Grenade), nous sommes en plein domaine des montagnes bétiques. Partout l'extraction des minerais, principalement de plomb, y a été longuement marquée par la « fièvre » des registres, la petite production des agents locaux, sa précarité financière et technique, l'exploitation désordonnée des gisements et l'emprise des pratiques spéculatives et rentières³⁰. L'exploitation « *a partido* », sorte de métayage minier, y fut fréquente. Les retombées et la gloire de Lujar furent bien plus modestes que celles des montagnes sœurs de la chaîne Pénibétique, à Almeria (Gador surtout, mais aussi Almagrera) et Murcie (spécialement Carthagène). Toutefois, certaines conditions géologiques des gisements de galène de Lujar, tout comme le cadre sociogéographique, ainsi que sa longue et riche histoire minière en font un appui remarquable pour une recherche et une réflexion dont la portée n'est pas uniquement locale³¹. Au milieu des années 1930, la *Société Minière et Métallurgique de Peñarroya* a pris en bail l'ensemble des droits miniers de la Sierra de Lujar. Sa production proprement dite comprend la période 1951-1989.

²⁰ Dans un récit de 1867, un visiteur français des montagnes minières d'Almeria, le géographe Casimir Delamarre, y a remarqué les transferts habituels, saisonniers ou occasionnels, d'ouvriers entre les mines et les champs :

Ainsi, à l'époque des moissons, de juin à septembre, les mines sont abandonnées d'une partie de leurs ouvriers qui se répandent dans les campagnes, attirés par la hausse de la main d'œuvre. L'hiver, au contraire, la famine les fait affluer de nouveau dans les exploitations.

²¹ Ce qui ne manquaient pas de se manifester, selon lui, dans certains aspects de leur psychologie : « ceux mêmes qui restent toute l'année adonnés aux travaux des mines, ne cessent pas d'être paysans... »³².

22 Dans le secteur de Carthagène, d'après un ingénieur français qui a parcouru la région au cours de l'été 1845, les patrons des mines n'arrivaient pas à certains moments à contrer ces fuites de travailleurs même par des hausses très considérables des salaires³³. En revanche, les ingénieurs savaient bien que l'annonce d'une récolte médiocre abaissait le prix des manœuvres des mines³⁴. De son côté, la mairie de Murcie avait réclamé en 1840 (sans succès) l'interruption par décret des travaux des mines pendant les moissons. Tous ces témoignages contemporains sont des signes d'une complémentarité concurrentielle – non dépourvue de tensions – entre l'agriculture et les mines dans les milieux sociogéographiques qu'elles partagent.

23 Plus d'un siècle plus tard, le *Plan Nacional de la Minería* de 1971, dans son chapitre sur l'exploitation des minerais de plomb et de zinc, caractérisait les ouvriers engagés par *Peñarroya* à la Sierra de Lujar comme « más bien campesinos que mineros »³⁵. Le même programme officiel poursuivait son approche des problèmes pour l'avenir de l'exploitation en ces termes :

La mayoría de los obreros no tienen formación profesional alguna. Muchos de ellos son en realidad campesinos y vienen a trabajar a la mina por las ventajas económicas y sociales que representa. Simultáneamente el trabajo en la mina con sus labores en el campo, lo que contribuye también a un absentismo elevado³⁶.

24 Or ces « avantages » bien réels avaient cependant des limites. L'émigration massive vers la région de Barcelone et vers l'Allemagne des jeunes des Alpujarras dans les années 1960 les a mises au grand jour. Renforcée par le concours d'un ingénieur de la société mère détaché plusieurs années à Lujar (Roland Lœuil), la direction technique des travaux les évoque indirectement dans son « Plan quinquennal » 1971-1975 (février 1970) et en tire quelques conséquences³⁷ :

Nous aurons dans les années à venir un besoin croissant de personnel. Or, depuis 1969 les ouvriers s'en vont et nous n'arrivons pas à les remplacer malgré les démarches effectuées dans les environs. Nous nous voyons dans l'impossibilité de réaliser le programme de 1970 et encore moins celui des années suivantes si la situation ne s'améliore pas. Il faudrait rendre nos salaires plus attractifs en les augmentant suffisamment pour être certains qu'ils attireront le personnel que nous manque...

25 En fait, ces craintes de la direction des mines devant l'exode des jeunes venaient d'avant, mais elles sont désormais plus pressantes. Les rapports techniques du début de la décennie 1970 abondent en ce genre de considérations. On y trouve une référence aux autorités provinciales – réunies à Orgiva en février 1970 pour une session plénière du Consejo Económico Sindical des Alpujarras – « [que] han quedado impresionadas al ponerse de manifiesto las misérrimas condiciones de vida existentes, lo que ahuyenta a sus habitantes, sobre todo a los jóvenes »³⁸. Au sujet de la pénurie de main d'œuvre, alors considéré par la direction de *Peñarroya* comme « el más importante problema de Sierra de Lujar », le *Plan Nacional* ci-dessus cité (p. 99) signalait qu'elle était

motivada por el subdesarrollo en que se encuentra esta región en general, que provoca la emigración de los hombres que, todavía jóvenes, pueden obtener en otros lugares un mejor disfrute de sus salarios, al desenvolverse en medios de nivel de vida más elevado.

26 Répétons-le, à propos des salaires, les rapports internes de la direction de Sierra Lujar le disaient plus clairement que cela : « Nuestros salarios son demasiado bajos para ser atractivos, y para evitar una fuerte crisis, que vemos próxima, tendremos que subirlos bastante »³⁹. Ce constat est bien une piste de ce même

subdesarrollo qui, avec une force redoublée depuis plusieurs années, expulsait de nombreux jeunes du pays : il en recèle aussi une conséquence, autant que l'un des facteurs de sa continuité. L'extrême pauvreté des rémunérations avait traversé toutes les étapes de l'exploitation des mines des Alpujarras ; elle avait survécu à tous les changements de titulaire. La disponibilité des journaliers, métayers et très petits fermiers aidant, les maigres salaires avaient suffi jusque-là à la grande société pour engager les effectifs demandés par une mine dont les conditions d'exploitation avaient été « exceptionnellement favorables » et économiques⁴⁰... sauf pour la qualité fort irrégulière du minerai et les difficultés de sa recherche : autour de 300 hommes au milieu des années 1950, comptant tout le personnel de la mine, la laverie, les techniciens et autres ; toujours environ 250 vers la fin de la décennie suivante et au-delà, dont quelques 130 mineurs de l'intérieur. Leur âge moyen dépassait alors 41 ans pour l'ensemble et s'élevait à 43 ans pour les seuls mineurs. Le « vieillissement » du personnel ouvrier, prononcé par la suite, était signalé avec insistance comme une raison décisive des taux mensuels croissants d'« absentéisme » qui inquiétaient sérieusement la direction des travaux. Depuis la fin des années 1960 les absences dépassent régulièrement 20, voire parfois 25 % des effectifs « inscrits », toutes causes confondues : « los obreros con que contamos son los mayores y los que reúnen peores condiciones físicas por lo que nuestro absentismo aumenta »⁴¹ ; un nombre considérable d'ouvriers sont *trop usés*, « muy gastados [y] constantemente se enferman »⁴².

27 Désormais, même pour se procurer une dizaine d'hommes supplémentaires, « no se encuentra [dans les environs] quien quiera trabajar en la mina »⁴³. Du moins on ne les « trouvait » *plus* dans les limites d'une gestion qui, à la fois, devait rester attentive à « la vulnerabilidad de la Sierra de Lujar [y] procurar no sobrepasar o sobrepasar lo menos posible » les frais de personnel⁴⁴. Il s'en est suivi une amélioration des conditions de travail — y compris celles de l'accès des ouvriers à la mine —, ainsi que des conditions techniques de l'exploitation minière et du traitement de la production, avec une réorientation de celle-ci qui fera d'une composante non-métallique (la fluorine) son objet principal, en substitution d'un plomb de plus en plus « capricieux ». Ce tournant s'est assez vite accompagné d'une réduction dorénavant plus importante et programmée du personnel ouvrier, les mises à la retraite et les licenciements se succédant d'année en année depuis la seconde moitié de la décennie 1970, jusqu'au départ de *Peñarroya* avant la fin de la suivante. Parmi les anciens mineurs que nous avons rencontrés, il y en a qui ont profité de leurs indemnités pour acheter un lopin de terre sur place : dans ce milieu local, corollaire d'un lien persistant plutôt que *retour* à la terre.

Les milieux miniers : un monde ouvrier en dépit de sa diversité

28 Il y a une dizaine d'années, une équipe interdisciplinaire animée, entre autres, par l'urbaniste de l'Université Polytechnique de Catalogne José L. Oyón, et qui a produit des travaux remarquables sur les dynamiques socio-spatiales de la région métropolitaine barcelonaise pendant le premier tiers du xx^e siècle, m'avait invité à participer à une journée consacrée à la *ceinture rouge et noire* de Barcelone dans l'entre-deux-guerres⁴⁵. L'« intégration » des nombreux immigrés méridionaux de cette période dans ces « deuxièmes périphéries »⁴⁶ ayant eu lieu « fundamental y mayoritariamente » dans les rangs de l'anarchosyndicalisme⁴⁷, une des questions posées par les promoteurs de la rencontre concernait les raisons de cette filiation. On se souviendra que l'introduction de l'ouvrage issu de la thèse de J. Maurice s'ouvrait par un rappel d'exemples d'imputation assez expéditive de la percée

anarchiste en Catalogne à la présence d'une immigration massive de travailleurs sans qualification originaires de l'Espagne rurale⁴⁸. Précisons tout de suite que le questionnement proposé par l'École d'Architecture de Sant Cugat était, au contraire, explicitement très ouvert : le contact des migrants avec la CNT remontait-il aux lieux d'origine ? Ou bien les migrants ont-ils simplement été attirés par cette force déjà majoritaire en Catalogne ? Ou encore, quelle pertinence les recherches permettent-elles d'accorder à ce genre d'hypothèse, quel que soit le sens des liens qu'elle prône ? Dans la mesure où une composante minière a été relevée dans les flux migratoires qui ont convergé ces années-là de l'Andalousie (comme de Murcie) vers la région barcelonaise, il m'était demandé une contribution sur ces milieux influencés par la mine susceptible d'apporter quelques éléments utiles à la réflexion proposée⁴⁹.

29 Les provinces d'Almeria et Murcie ont été particulièrement touchées par les départs, qu'il s'agisse de mineurs ou plus généralement de paysans. Bien avant cette période, la crise du plomb de 1878-1894 avait déclenché dans les *sierras* une première vague migratoire vers la Catalogne, en même temps que se multipliaient les migrations vers l'Algérie, aussi bien saisonnières, pour faire les vendanges, que de plus longue durée. En remontant encore plus dans le temps, on peut rappeler que l'élan minier dans le district de Carthagène avait attiré de nombreuses équipes (*cuadrillas*) de mineurs d'Almeria dans les années centrales du xixe siècle, ce qui s'est passé à nouveau vers la fin de ce siècle et au début du xxe : cette dernière vague venait surtout de la Sierra d'Almagrera qui avait vu se terminer les jours meilleurs de ses mines. Quant à cette montagne de l'immédiat hinterland levantin d'Almeria, elle avait à son tour reçu au milieu du xixe siècle des flux considérables de migrants qui échappaient au déclin des mines de Gador⁵⁰. A Carthagène, les pratiques minières que nous avons évoquées, associées à l'extraction divisée en très petites unités d'exploitation et à une certaine organisation du travail, étaient celles d'une *minería* dite « à la façon des *andaluces* ». Ceux-ci venaient très majoritairement des *sierras* d'Almeria et nombre d'entre eux avaient sans doute des racines *alpujarreñas*. Dans les moments difficiles, une partie n'a pas manqué d'emprunter le chemin vers d'autres districts miniers du Sud. Nous les avons repérés à Alquife dès la première décennie 1900. Nous les voyons aussi chez *Peñarroya*, dans les charbonnages du Guadiato : les travailleurs originaires de localités de la province d'Almeria sont nettement plus nombreux que ceux de Murcie. Ils y sont arrivés en plus d'une vague : avant 1910 et entre 1916 et 1920. Rien n'indique que ces périodes ne les aient aussi amenés à grossir les masses de saisonniers agricoles. Bien au contraire, ambiguïté sectorielle et mobilité géographique allant, du reste, certainement de pair : Díaz del Moral mentionne les journaliers (agricoles) d'origine montagnarde qu'on appelait à Cordoue *serreños* lorsqu'ils étaient de cette province, *serranos* s'ils étaient castillans et *mangurrinos* (ignorants) s'ils venaient des montagnes de Grenade et d'Almeria⁵¹. Le suivi longitudinal de la présence de ces derniers dans le bassin du Guadiato y décèle une extrême volatilité, spécialement parmi les embauchés dans les années 1916-1920 : dans plus de la moitié des cas, la permanence créditée y est complètement passagère ou de moins d'un an ; 80 à 90 % n'y étaient apparemment plus après 1920⁵². Vraisemblablement, pour bon nombre ce sera le tour de se réorienter vers Barcelone et d'y devenir *charnego*.

30 Une telle disponibilité de la force de travail recèle un signe autant qu'une voie de prolétarianisation. La mine qui a pu disposer de la force de travail d'une masse paysanne largement prolétarisée, a, à son tour, favorisé ce processus. Même lorsque ses espaces restent au stade semi-industriel (et *semi-rural*) et que le statut des travailleurs y garde partiellement de son ambiguïté, la mine des xixe-xxe siècle, aussi dans l'Espagne du Sud, a contribué, dans les limites que nous avons évoquées, à l'expansion de la classe ouvrière. Parfois, à l'échelle locale, c'est elle

qui l'a dans une large mesure créée⁵³. Avec les germes de cohésion interne et de tension ou de division que comporte sa formation selon les conditions des lieux et des moments. L'agglomération ouvrière conjuguée à la situation relativement *périphérique* des *enclaves* minières ont sûrement joué dans les deux sens.

31 Si l'on suit le témoin Delamarre (1867), les « travailleurs de la province d'Almeria n'ont rien [...] des aspirations de ceux de notre pays. Ils ignorent la valeur du mot démocratie, ils ne savent ce que l'on entend par socialisme et communisme... »⁵⁴. Un rapport officiel de 1911 sur la condition ouvrière dans les mines et les fonderies de l'Espagne affirme que « no hay sindicatos obreros » dans la Sierra de Carthagène et que du côté des « distritos de Murcia, Almería y Granada, apenas se conocen huelgas »⁵⁵. À Alquife, selon un autre témoin français, à la veille de 1960, « les questions sociales revêtent moins d'acuité que dans les populations liées à une activité industrielle »⁵⁶.

32 Ces témoignages sont significatifs mais doivent être considérés avec précaution. Les propos sur Alquife constataient bien une réalité mais ils sont, tout comme les autres, *datés* : suspects aux yeux des autorités franquistes, l'expérience de la répression n'était pas étrangère aux ouvriers. Sans doute, elle fut particulièrement dure pendant la guerre et l'après-guerre mais, comme ailleurs, elle y eut de longues suites. Surtout les textes cités ne devraient pas être pris comme une preuve d'immobilité ou d'immobilisme.

33 L'historiographie a retenu un certain retard de l'extension d'un mouvement sociétaire proprement minier. Tel fut notamment le cas dans les *sierras* du Sud-est. P. M. Egea, l'historien qui a le plus étudié ce dossier dans celle de Carthagène⁵⁷, la situe dans les années 1880. Sociétés de secours mutuels plutôt que syndicats de métier. L'« atomisation » en fut une autre caractéristique, avec les difficultés pour réussir une convergence qui rappellent celles des organisations paysannes de l'*Andalousie anarchiste* dont J. Maurice s'est minutieusement occupé. A la prépondérance anarchiste jusqu'en 1910 succéda celle des socialistes jusqu'en 1918, puis d'un partage des influences de chaque courant selon les localités de la Sierra. Le rôle vérifié du travail militant anarchosindicaliste d'anciens émigrés en Catalogne montre bien que les liens entre celle-ci et la région minière admettent les deux sens d'une hypothèse d'*explication*.

34 À l'autre bout de l'Espagne méridionale, le Syndicat Unique (de tendance anarchiste) semble avoir joué un rôle majeur dans la grève de Rio Tinto de 1920, exceptionnelle à plus d'un égard (6 mois !). Pourtant, en 1913, les socialistes y avaient mis en place une organisation locale aussi puissante qu'éphémère⁵⁸. L'influence socialiste et l'exemple asturien ont été décisifs dans le bassin du Guadiato, malgré la proximité des grands foyers anarchistes bien connus de la province de Cordoue⁵⁹.

35 Nous savons aussi qu'un mouvement proprement *ouvrier* a pris du temps à se faire une place en milieu minier. Les événements de février 1888 à Rio Tinto en relation avec « les fumées » appellent une interprétation composite, en dépit de la mobilisation massive des ouvriers qui réclamaient leurs salaires des journées chômées à cause des interruptions forcées par la calcination du minerai⁶⁰. La grève générale minière de 1898 dans la Sierra de Carthagène a gardé en partie les traits d'une « insurrection de la misère »⁶¹.

36 Ceci dit, les districts méridionaux ont participé à l'essor des revendications des travailleurs des mines en Espagne après 1900. Surtout, la cherté des années de la Grande Guerre a multiplié ici et là les grèves pour le relèvement des salaires, comme à Peñarroya où elles se sont succédées entre 1915 et 1918 : les réclamations portent aussi contre la sous-traitance des travaux (à la tâche) et les excès des surveillants ; elles deviennent plus longues après le tournant de la conjoncture, en 1920, puis en 1922, contre la réduction des salaires (de 25 %) décidée par l'entreprise⁶². En dehors des plus grandes agglomérations ouvrières, Alquife

connaît sa première grève minière en 1911 ; d'autres suivront en 1916, 1919, 1920. Là aussi, les revendications salariales dominant mais n'excluent pas d'autres demandes : de réduction de la journée de travail, contre l'insécurité au travail ou pour peser sur le rapport de force au moment de négocier une convention (en 1932)⁶³. Plus ou moins profondément et largement selon les cas, la mine a facilité le passage d'un certain nombre de territoires ruraux et de leurs populations dans *un nouveau temps social*.

37 Parfois cette mutation fut longtemps des plus discrètes et ne s'est manifestée que très tardivement. Les environs de Sierra Lujar qui étaient restés à l'écart de la géographie provinciale grenadine des luttes ouvrières des dernières années du franquisme, en ont régulièrement connu depuis la seconde moitié des années 1970. D'abord à l'occasion de chaque discussion d'une convention annuelle avec les représentants de *Peñarroya*, et bientôt, pour défendre la survie de la mine qui a, dans la décennie suivante, massivement mobilisé la population locale derrière ses mineurs. Pour mieux saisir la « nouveauté », on fera bien de tenir compte, outre – bien sûr – les structures agro-minières spécifiques qui ont durablement modelé la formation sociale, du passé de Sierra Lujar comme refuge et zone d'opération de la guérilla antifranquiste. Bien après la guerre, la présence du *maquis* y est attestée jusqu'au début des années cinquante. De même que la pression exercée par la garde civile sur une paysannerie pauvre souvent traitée comme arrière-garde maquisarde potentielle⁶⁴. L'empreinte en persista longtemps.

Notas

1 Arón COHEN, *Dans les entrailles de la terre et d'une recherche. Penser historiquement : l'Espagne, l'Andalousie*, dossier soumis en vue de l'obtention de l'Habilitation à diriger des recherches soutenue à l'Université Paris X-Nanterre le 25 octobre 1999, 4 vols. + livre.

2 Jacques MAURICE, *El anarquismo andaluz. Campesinos y sindicalistas, 1868-1936* (Prólogo de Antonio M. BERNAL), Barcelone, Editorial Crítica, 1990, p. 81.

3 Gérard CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière dans l'Europe du XIX^e siècle*, Madrid, Casa de Velázquez, 2000, p. 797.

4 Jordi NADAL, « Industrialización y desindustrialización del Sureste español, 1817-1913 », in *Moneda y Crédito*, Madrid, 1972, n° 120, p. 3-80. Du même auteur : *El fracaso de la revolución industrial en España, 1814-1913*, Barcelone, Ariel, 1975 ; « Andalucía, paraíso de los metales no ferrosos », in Antonio M. BERNAL (dir.), *Historia de Andalucía*, vol. VII, *La Andalucía liberal (1778-1868)*, Madrid-Barcelone, Cupsa-Planeta, 1981, p. 399-460 [Aussi in J. NADAL, *Moler, tejer y fundir. Estudios de historia industrial* (Presentación de Carles SUDRIÀ), Barcelone, Ariel, p. 3-52].

5 J. MAURICE, *El anarquismo andaluz...*, *op. cit.*, p. 70.

6 *Idem*, p. 9.

7 Luis GIL VARÓN, *Minería y migraciones. Rio Tinto, 1873-1973*, Cordoue, Sociedad Cooperativa Industrial Tipografía Católica, 1984, p. 109-128.

8 Lorenzo GARCÍA GARCÍA, « Propiedad minera y compañías en la cuenca hullera del río Guadiato », in *Actas I Congreso de Historia de Andalucía. Diciembre 1976. Andalucía contemporánea (siglos XIX y XX)*, vol. I, Cordoue, Publicaciones del Monte de Piedad y Caja de Ahorros de Córdoba, p. 529-562. Arón COHEN, Agustín FLETA, Francisco RAMÍREZ et Eduardo DE LOS REYES, « Itinerarios laborales en el complejo minero-industrial de Peñarroya (primer tercio del siglo XX) », in Vicent SANZ ROZALÉN et José Antonio PIQUERAS ARENAS (éd.), *En el nombre del oficio. El trabajador especializado : corporativismo, adaptación y protesta*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2005, p. 125-149.

9 Expression empruntée à Gilles POSTEL-VINAY, *La rente foncière dans le capitalisme agricole. Analyse de la voie « classique » du développement du capitalisme dans l'agriculture à partir de l'exemple soissonnais*, Paris, Librairie François Maspero, 1974, p. 68.

10 Jordi NADAL, « "Peñarroya", una multinacional con nombre español », in *Alta Dirección*, Barcelone, vol. XIV, n° 77, 1978, p. 45-53 + table [Aussi in Jordi NADAL, *Moler, tejer y*

fundir..., *op. cit.*, p. 240-255].

11 J'omets les détails de l'étude statistique et cartographique de la dynamique du peuplement du bassin houiller que l'on trouvera dans Amparo FERRER, Agustín FLETA, Francisco RAMÍREZ et María Eugenia URDIALES, « Desarrollo minero e industrial, migraciones y poblamiento en el entorno de Peñarroya (Córdoba) durante el primer tercio del siglo XX : una perspectiva microanalítica », in *Revista de Demografía Histórica*, Saragosse, vol. XXIII, n° 1, 2005, p. 107-137.

12 Émile TÉMIME, Albert BRODER et Gérard CHASTAGNARET, *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*, Paris, Aubier Montaigne, 1979, p. 103. De même, jusque dans les années soixante, à Zalamea la Real (bassin minier de Río Tinto), une complémentarité entre le travail à la mine et celui de la terre n'a pas été exceptionnelle, sous différentes formes : José M^a VALCUENDE DEL RÍO, *Zalamea la Real : la tierra y la mina. Cambios socioeconómicos, relaciones de poder y representaciones colectivas*, Huelva, Diputación Provincial de Huelva, 1998, p. 28-34.

13 E. TÉMIME, A. BRODER et G. CHASTAGNARET, *Histoire de l'Espagne...*, *op.cit.*, p. 105.

14 A. COHEN, A. FLETA, F. RAMÍREZ et E. DE LOS REYES, « Itinerarios laborales... », art. cit., p. 131 ss.

15 Arón COHEN, « Travail, risques et gestion d'entreprise. Une enquête au berceau andalou de Peñarroya et autres propos d'histoire (et de géographie historique) minière », in Xavier HUETZ DE LEMPS et Jean-Philippe LUIS (éd.), *Sortir du labyrinthe. Études d'histoire contemporaine de l'Espagne*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 127-160, spécialement 137 et 154.

16 Arón COHEN et Agustín FLETA, « El "desgaste" en el trabajo, entre normalización y "gestión" : Peñarroya, 1900-1950 », in Arón COHEN (éd.), *El trabajo y sus riesgos en la época contemporánea. Conocimiento, codificación, intervención y gestión*, Barcelone, Universitat de Barcelona Publicacions i Edicions-Icaria, 2012, p. 145-181, spécialement 161 ss.

17 Karl MARX, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, livre premier, tome III, Paris, Éditions Sociales, 1969, p. 83 ss.

18 J. MAURICE, *El anarquismo andaluz...*, *op. cit.*, p. 60.

19 Arón COHEN, *El marquesado del Zenete, tierra de minas. Transición al capitalismo y dinámica demográfica (1870-1925)* (Prólogo de Pierre VILAR), Grenade, Diputación Provincial de Granada, 1987, et *Minas y mineros de Granada (siglos XIX y XX)*, Grenade, Diputación de Granada, 2002, p. 53-81 et 93-110.

20 M. G. ROZIÈRE, « Le gisement de fer du Marquesado (Espagne) et ses méthodes d'exploitation », in *Revue de l'industrie minière*, Saint-Etienne, n° 51, 1959, p. 897-932, citation p. 898.

21 L'emploi des femmes, notamment dans certains travaux annexes de la mine, n'a pas été présent à Alquife, ou ne l'a été qu'occasionnellement et très modestement. On trouve une référence à des trieuses occasionnelles dans Manuel PASTOR MENDÍVIL, « Estudio geológico y minero del yacimiento de Alquife-Marquesado », in *Boletín del Instituto Geológico y Minero*, Madrid, IGM, LXI, 1948, p. 209-317, référence p. 292.

22 José MARVÁ, *El trabajo en las minas. A propósito de las peticiones que las sociedades obreras elevaron al Gobierno el año 1909*, Madrid, ZYX, 1970, p. 86.

23 G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière...*, *op. cit.*, p. 836.

24 Pour les salaires des mineurs de Biscaye : Emiliano FERNÁNDEZ DE PINEDO, « Beneficios, salarios y nivel de vida obrero en una gran empresa siderúrgica vasca, Altos Hornos de Vizcaya (1902-1927). Una primera aproximación », in *Revista de Historia Industrial*, Barcelone, Universitat de Barcelona, n° 1, 1992, p. 125-153, spécialement 144 ; Pedro M. PÉREZ CASTROVIEJO, *Clase obrera y niveles de vida en las primeras fases de la industrialización vizcaína*, Madrid, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, 1992, p. 116-123 ; Antonio ESCUDERO, *Minería e industrialización de Vizcaya*, Barcelone, Crítica/Alicante, Universidad, 1998, p. 323-324.

25 Juan DÍAZ DEL MORAL, *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas - Córdoba (Antecedentes para una reforma agraria)*, Madrid, Alianza, 1973 [1^{ère} éd. 1967], p. 330.

26 J. MAURICE, *El anarquismo andaluz...*, *op. cit.*, p. 339-342.

27 A. COHEN, *El marquesado del Zenete, tierra de minas...*, *op. cit.*, p. 418-427.

28 *Idem*, p. 269 ; communication datée du 23 octobre 1923.

29 Francisco CHECA, « Las minas del Marquesado del Zenete. Estrategias paternalistas, colonialismo y abandono social », in *Demófilo. Revista de cultura tradicional de*

Andalucía, Séville, n° 32, 1999, p. 199-239.

30 J. NADAL, « Industrialización y desindustrialización... », *op. cit.* ; G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière...*, *op. cit.* ; Andrés SÁNCHEZ PICÓN, *La minería del Levante almeriense, 1830-1930. Especulación, industrialización y colonización económica*, Almería, Cajal, 1983, et *La integración de la economía almeriense en el mercado mundial (1778-1936). Cambios económicos y negocios de exportación*, Almería, Instituto de Estudios Almerienses, 1992 ; Miguel Ángel PÉREZ DE PERCEVAL, *Fundidores, mineros y comerciantes. La metalurgia de sierra de Gádor, 1820-1850*, Almería, Cajal, 1984, et *La minería almeriense contemporánea (1800-1930)*, Almería, Zéjel, 1989.

31 Depuis 2012 nous menons une recherche sur le travail et les travailleurs des mines de la Sierra de Lujar, comme contribution à un projet collectif interuniversitaire dirigé par Antonio Escudero, de l'Université d'Alicante : *La minería y su contribución al desarrollo económico, social y territorial de España (1700-2000). Niveles de vida y relaciones laborales*, projet financé par le Ministère de la Recherche d'Espagne (HAR2010-21941-CO3-01). L'aperçu qui suit avance quelques éléments de notre étude en cours.

32 Casimir DELAMARRE, « La province d'Almería économique et sociale », in *Bulletin de la Société de géographie*, Paris, 5^e série, vol. 13, juin 1867, p. 529-547 ; vol. 14, juillet 1867, p. 51-67 (cité par A. SÁNCHEZ PICÓN, *La minería del Levante almeriense...*, *op. cit.*, p. 98 ; citations du vol. 14, p. 52 et 61).

33 Charles JULES-PERNOLLET, « Notes sur les mines et les fonderies du midi de l'Espagne (été de 1845) », in *Annales des mines*, 4^e série, vol. 9, 1846, p. 35-194 ; vol. 10, 1846, p. 253-381 + fig. ; vol. 16, 1849, p. 3-80 + fig. ; la référence aux salaires in vol. 10, p. 277-278.

34 Ainsi, José de MONASTERIO, « La minería de Cartagena en 1852 », *Revista Minera*, Madrid, IV, 1853, p. 113-120 et 142-149.

35 DIRECCIÓN GENERAL DE MINAS, *Plan Nacional de la Minería. Programa nacional de explotación minera. Minería del plomo y cinc*, Madrid, Ministerio de Industria, tome XX, 1971, p. 97.

36 *Idem*, p. 99.

37 Archives Mines de Sierra de Lujar – Société Minière et Métallurgique de Peñarroya-Espagne, Orgiva (dorénavant A.M.S.L.O.), carton n° 74. Une partie de cette documentation a été numérisée en 2004 par les soins de l'Institut Geológico y Minero de España (IGME). Les fonds en papier sont déposés à la bibliothèque municipale Hurtado de Mendoza d'Orgiva. Je remercie vivement MM. Alejandro Sánchez Rodríguez, ingénieur des mines responsable de l'axe « Economía y Patrimonio » à l'IGME, et Andrés Gutiérrez-Ravé Murillo, dernier directeur d'exploitation des Mines de Sierra de Lujar (*Peñarroya*), et Mme. M^a Carmen Martín Amat, bibliothécaire à Orgiva, pour les facilités d'accès à cette documentation qu'ils m'ont très aimablement accordées.

38 Rapport mensuel de la direction des mines, février 1970 : A.M.S.L.O., carton n° 67.

39 Rap. mens. mines, décembre 1969 : A.M.S.L.O., carton n° 77.

40 *Notice sur les mines de plomb de la Société anonyme minière « Minas y Plomos de Sierra de Lujar » dans la province de Grenade (Espagne)*, 10 avril 1933 (dactylographié). L'ingénieur belge Louis de Pelsmaecker qui en est l'auteur, a dirigé l'exploitation minière pendant 40 ans pour le compte de la *Sociedad Minas y Plomos de Sierra de Lujar*, jusque sa relève par *Peñarroya* : fonds numérisés de Sierra de Lujar – S.M.M.P.-E., cote A.1.1.

41 Rap. mens. mines, novembre 1970 : A.M.S.L.O., carton n° 67.

42 Rap. mens. mines, décembre 1971 : A.M.S.L.O., carton n° 67. Sur 198 ouvriers inscrits à la fin de cette année, 18 étaient âgés de plus de 55 ans, une vingtaine appartenait à la tranche d'âge comprise entre 50 et 55 ans.

43 Rap. mens. mines, juin 1973 : A.M.S.L.O., carton n° 61.

44 Rap. mens. mines, février 1970 : A.M.S.L.O., carton n° 67.

45 José Luis OYÓN et Juan José GALLARDO (coord.), *El cinturón rojinegro. Radicalismo cenetista y obrerismo en la periferia de Barcelona (1918-1939)*, Barcelone, Carena, 2004.

46 Nouveaux quartiers de L'Hospitalet, Badalona, Santa Coloma, Sant Adrià..., mais aussi nouveaux bâtis dans les communes de Barcelone, Sant Andreu ou Sant Martí.

47 « Introducción », in José Luis OYÓN et Juan José GALLARDO (coord.), *El cinturón...*, *op. cit.*, p. 8.

48 J. MAURICE, *El anarquismo andaluz...*, *op. cit.*, p. 5-6.

49 Arón COHEN, « A propósito de algunos medios sociales de e-migración : mineros del sur de España », in J. L. OYÓN et J. J. GALLARDO (coord.), *El cinturón...*, *op. cit.*, p. 47-68.

50 Antonio GIL OLCINA, « Evolución demográfica del núcleo minero de La Unión », in

Saitabi, Valence, n° 20, 1970, p. 203-237, spécialement 204-207, 223 ; Juan Bautista VILAR, Pedro M. EGEA et Diego VICTORIA, *El movimiento obrero en el distrito minero de Cartagena-La Unión (1840-1930)*, 2^e éd., Murcie, Academia Alfonso X el Sabio/Biblioteca Murciana de Bolsillo, 1987, p. 170 ; Pedro M. EGEA, *El distrito minero de Cartagena en torno a la Primera Guerra Mundial*, Murcie, Universidad de Murcia/Ayuntamiento de Cartagena, 1986, p. 78, 88 ; Emilio FERRE, *El valle del Almanzora. Estudio geográfico*, Almería, Diputación de Almería/Caja Rural/Caja de Ahorros, 1979, p. 382-386 ; Andrés SÁNCHEZ PICÓN, *La minería del Levante almeriense...*, *op. cit.*, p. 92-96, 249, 252-253 ; Ángel P. MARTÍNEZ SOTO, Miguel A. PÉREZ DE PERCEVAL et Andrés SÁNCHEZ PICÓN, « Itinerarios migratorios y mercados de trabajo en la minería meridional del siglo XIX », in *Boletín Geológico y Minero*, Madrid, IGME, n° 119 (3), 2008, p. 399-418 ; Mercedes TATJER, « La inmigración en Barcelona en 1930 : los andaluces en la Barceloneta », *Estudios Geográficos*, Madrid, n° 159, 1980, p. 119-143 ; José Luis OYÓN, José MALDONADO et Eulalia GRIFUL, *Barcelona 1930 : un atlas social*, Barcelone, UPC, 2001, p. 60-63.

51 J. DÍAZ DEL MORAL, *Historia de las agitaciones...*, *op. cit.*, p. 32n.

52 A. COHEN, « A propósito de algunos medios... », *op. cit.*, p. 55.

53 G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière...*, *op. cit.*, p. 859-866.

54 Casimir DELAMARRE, « La province d'Almería... », *op. cit.* (cité par A. SÁNCHEZ PICÓN, *La minería del Levante...*, *op. cit.*, p. 98).

55 Dirección general de Agricultura, Minas y Montes, *Informe relativo al estado económico y situación de los obreros de las Minas y Fábricas metalúrgicas de España y organismos de protección instituidos en beneficio de los mismos*, Madrid, Establecimiento Tipográfico de El Liberal, 1911, p. 191, 241.

56 M. G. ROZIÈRE, « Le gisement de fer du Marquesado... », *op. cit.*, p. 898.

57 L'information qui suit sur ce secteur provient de : Pedro M. EGEA, *El distrito minero de Cartagena...*, *op. cit.* ; J. B. VILAR, P. M. EGEA et Diego VICTORIA, *El movimiento obrero...*, *op. cit.*

58 Antonio M. CALERO, *Movimientos sociales en Andalucía (1820-1936)*, Madrid, Siglo XXI Editores, 1976, p. 69-71 ; Charles E. Harvey, *The Rio Tinto Company. An economic history of a leading international mining concern, 1873-1954*, Penzance, Cornwall, Alison Hodge, 1981, p. 174-178 ; David AVERY, *Nunca en el cumpleaños de la Reina Victoria. Historia de las minas de Río Tinto*, Barcelone, Labor Universitaria, 1985, p. 266-269, 294-298 ; Esteban RUIZ BALLESTEROS, *Minería y poder. Antropología política en Riotinto*, Huelva, Diputación Provincial de Huelva, 2^e éd., 2002, p. 122-128.

59 Antonio BARRAGÁN, « Conflictividad social en la provincia de Córdoba : la huelga minera de la cuenca de Peñarroya en 1920 », in *Actas III Coloquio de Historia de Andalucía (Córdoba - marzo 1983). Historia Contemporánea*, vol. I, Cordoue, Publicaciones del Monte de Piedad y Caja de Ahorros de Córdoba, 1985, p. 389-399, et *Conflictividad social y desarticulación política en la provincia de Córdoba, 1918-1920*, Cordoue, Publicaciones del Ayuntamiento de Córdoba, 1990, p. 152-158.

60 D. AVERY, *Nunca en el cumpleaños...*, *op. cit.*, p. 181-204 ; M^a Dolores FERRERO BLANCO, *Capitalismo minero y resistencia rural en el suroeste andaluz*, Huelva, Diputación Provincial de Huelva, 1994, p. 185 ss. ; G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière...*, *op. cit.*, p. 468-469, 864 ; J. Diego PÉREZ CEBADA, « Historia de la contaminación minera en España (med. s. XIX-med. s. XX) », in *Boletín Geológico y Minero*, Madrid, IGME, n° 119 (3), 2008, p. 383-398.

61 G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière...*, *op. cit.*, p. 864.

62 A. BARRAGÁN, « Conflictividad social... », *op. cit.*, p. 394 ; A. COHEN, A. FLETA, F. RAMÍREZ et E. DE LOS REYES, « Itinerarios laborales ... », *op. cit.*, p. 132-133.

63 A. COHEN, *El marquesado del Zenete, tierra de minas...*, *op. cit.*, p. 277, et *Minas y mineros...*, *op. cit.*, p. 79-81.

64 José M^a AZUAGA RICO, « Los maquis de Lújar », in *La sierra de Lújar*, Motril, Área de Medio Ambiente del Ayuntamiento, 2006, p. 193-200.

Índice de ilustraciones



URL <http://ccec.revues.org/docannexe/image/5491/img-1.jpg>

Ficheros image/jpeg, 2,5M

Para citar este artículo

Referencia electrónica

Arón Cohen, « Paysans et mineurs. Quelques repères sur la mine comme agent de mutations sociales dans le monde rural andalou (xixe-xxe siècles) », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* [En línea], 2 | 2015, Publicado el 03 marzo 2015, consultado el 10 diciembre 2015. URL : <http://ccec.revues.org/5491> ; DOI : 10.4000/ccec.5491

Autor

Arón Cohen

Université de Grenade

Artículos del mismo autor

España en la encrucijada migratoria (trans)-mediterránea. Una revisión sociogeográfica [Texto completo]

Publicado en *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, 4 | 2009

Derechos de autor

© CCEC ; auteurs